DECISION N° : **105.05.2025**

OBJET : Consultation n°2025.04 – Travaux d'entretien, de grosses réparations et d'amélioration de la voirie communale d'Osny
Accord-cadre de travaux – Attribution

Le MAIRE D'OSNY,

VU le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2122-22,

VU le Code de la commande publique, notamment les articles L.2123-1 et R.2123-1 1° relatifs aux marchés publics passés selon une procédure adaptée ouverte,

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 portant délégation d'une partie de ses attributions au Maire conformément à l'article L 2122-22 du C.G.C.T,

Considérant que la ville a lancé une consultation relative aux travaux d'entretien, de grosses réparations et d'amélioration de la voirie communale d'Osny,

Considérant qu'à cet effet, un avis d'appel public à la concurrence a été publié sur le profil acheteur de la commune à l'adresse suivante <http://www.achatpublic.com> le 14/02/2025, sur le BOAMP, avis n° 25-17995 publié le 14/02/2025,

Considérant que 4 plis ont été remis dans les délais pour la procédure relative aux travaux d'entretien, de grosses réparations et d'amélioration de la voirie communale d'Osny,

Considérant qu'au terme de cette consultation et au vu du rapport final d'analyse des offres, il est proposé d'attribuer l'accord-cadre à la société COCHERY ILE DE France SAS.

DECIDE :

Article 1 :

De conclure et de signer avec la société COCHERY ILE DE FRANCE chemin du Parc à Pierrelaye (95480), représentée par Monsieur Nicolas VAN PARYS, un accord-cadre relatif aux travaux d'entretien, de grosses réparations et d'amélioration de la voirie communale d'Osny.

Article 2 :

Ledit accord-cadre prendra effet à compter du 20/05/2025 pour une durée initiale d'un an. Il est reconductible tacitement à sa date anniversaire pour une durée d'un an, trois fois sans que sa durée ne puisse excéder quatre ans toutes reconductions comprises.

Article 3 :

Dit que l'accord-cadre est fixé sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 1 250 000 € HT. La dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2025 et suivants de la commune.

Article 4 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en cas d'acte individuel, ou de sa publicité, et de sa transmission au Représentant de l'Etat.

Fait à OSNY, le